

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 décembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ÉTABLISSEMENTS MARCEL DURET
350 RUE DE LA GLIERE DU THERMESAY
74 210 Val-de-Chaise

Références : 20251208-RAP-AN_VHU-2025-MarcelDuret-Vf
Code AIOT : 0010800222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 décembre 2025 de l'établissement MARCEL DURET implanté 350 Rue de La Glière du Thermesay 74 210 Val-de-Chaise. L'inspection a été annoncée le 26 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale visant à vérifier la mise en œuvre de l'obligation de contractualisation des centres VHU avec un éco-organisme ou un système individuel agréé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉTABLISSEMENTS MARCEL DURET SAS
- 350 RUE DE LA GLIERE DU THERMESAY 74210 Val de Chaise
- Code AIOT : 0010800222
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Marcel DURET dont l'établissement est installé en zone industrielle de Val-de-Chaise est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral N° 98-2797 du 14 décembre 1998, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets et en particulier de déchets métalliques ainsi qu'un centre de véhicules hors d'usage (VHU) agréé sous le numéro 74000013D, délivré par arrêté préfectoral du 9 novembre 2018.

Le site accueille des déchets métalliques non dangereux, des VHU et, dans une moindre mesure, des déchets de bois, de plastiques, de papiers, de cartons et des déchets de chantiers.

La liste des activités classée fixée par l'arrêté d'autorisation du 14 décembre 1998 a été mise à jour par arrêtés complémentaires pour prendre en compte les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées.

Les activités de tri, transit et regroupement de déchets initialement visées par les anciennes rubriques 167-a et 322-A sous le régime de l'autorisation, correspondent aujourd'hui aux rubriques 2714 (quantité 610 m³) et 2716 (quantité 290 m³) et relèvent du régime de la déclaration.

L'activité de stockage et de récupération de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage visée par l'ancienne rubrique 286 sous le régime de l'autorisation, correspond désormais aux rubriques :

- **2712.1, relative aux installations d'entreposage, de dépollution, de démontage, de découpage de véhicules hors d'usage, sous le régime de l'enregistrement (E), sur une surface 400 m²,**
- 2713.1, relative aux installations de transit, regroupement ou tri de métaux et d'alliages ou de déchets non dangereux de métaux et d'alliages, sous le régime de l'enregistrement (E), sur une surface 3 000 m²,
- 2718.1 relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sous le régime de l'autorisation (A), pour une quantité maximale 25 t. Précisons que les déchets visés par cette rubrique sont des batteries,
- 2791.2, relative aux installations de traitement de déchets non dangereux, sous le régime de la déclaration (D) pour volume activité 6t/jour. Précisons que cette activité correspond au traitement des carcasses par la presse cisaille.

Thèmes de l'inspection : action nationale 2025 relative aux VHU

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie *a posteriori*, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – La fiche de constats en partie 2-4 fournit les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Sa synthèse est la suivante :

Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement art. L. 541-10-26	Demande d'action corrective et de justificatif	1 mois
4	Rapport d'audit Centre VHU	Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, art. 15		3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement, art. R.543-155 (II)
3	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement, art. R.541-45

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Cette inspection a permis de relever des non-conformités aux prescriptions applicables aux activités du centre VHU exercées par la société Marcel DURET dans son établissement de Val-de-Chaise. En conséquence, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes :

- justifier auprès de l'inspection des installations classées, sous un délai n'excédant pas un mois, la contractualisation avec un éco-organisme ou avec des systèmes individuels, pour la poursuite de l'activité de centre VHU exercée dans l'établissement,
- lever, sous un délai n'excédant pas trois mois, les non-conformités signalées par le rapport d'audit du centre VHU daté du 4 septembre 2025, en mettant en œuvre les mesures suivantes :
 - attester auprès de l'auditeur de la neutralisation des airbags et prétensionneurs,
 - se connecter régulièrement à l'application intitulée Système International d'Information sur le Démontage (IDIS) afin d'identifier d'éventuels éléments contenant des substances dangereuses à retirer des véhicules (Condensateur PCB, mercure...),
 - justifier que les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.) sont séparés des véhicules par le broyeur qui les traite,
 - identifier la cause du dépassement de la limite réglementaire en hydrocarbures totaux (18 mg/l pour une limite fixée à 10 mg/l) lors de l'analyse du prélèvement d'effluent pluvial du 29 juillet 2025, et préciser les dispositions correctives prises afin que cette situation ne se reproduise plus,
 - transmettre à l'inspection des installations classées, une nouvelle analyse des rejets des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-10-26
Thème : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.- Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a convenu ne pas avoir mis en oeuvre les nouvelles exigences réglementaires consistant à contracter avec un éco-organisme et/ou avec un ou plusieurs systèmes individuels. L'inspection a profité de cette visite pour préciser à l'exploitant les évolutions réglementaires imposées par la mise en place de la Responsabilité Élargie des Producteurs de voitures particulières à la gestion des véhicules hors d'usage et leur interaction avec l'activité des Centre VHU. Il est rappelé également à l'exploitant son obligation de contracter très rapidement avec un éco-organisme et/ou un ou plusieurs systèmes individuels pour poursuivre dans la légalité son activité de collecte et de traitement de véhicules hors d'usage. L'exploitation du Centre VHU n'est pas la principale activité de l'établissement. En 2024, l'exploitant a déclaré le traitement de 54 VHU. Lors de l'inspection, il a précisé l'activité avait été du même ordre 2025. Lors de la visite du site, aucun élément provenant du démontage des véhicules n'était présent sur le site. L'exploitant a justifié ce constat par le fait que le dernier enlèvement des carcasses dépolluées datait du 4 novembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : justifier auprès de l'inspection des installations classées la contractualisation avec un éco-organisme ou avec des systèmes individuels, pour la poursuite de l'activité de centre VHU exercée dans l'établissement.
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-155 (II)
Thème : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : Les véhicules sont enregistrés sur une base de donnée et le dossier de réception comporte le certificat de destruction (cerfa 14365*01), le certificat de cession (cerfa 15776*01) et le récépissé de déclaration d'achat pour destruction (conformément à l'article R.322-9 du code de

la route).
Des vérifications de dossiers ont été menées par sondage lors de cette visite. Il n'a pas été relevé de facture émise par le centre VHU au détenteur du véhicule hors d'usage pour sa prise en charge pour destruction.
Les documents vérifiés n'appellent pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45
Thème : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<p>Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats : L'exploitant a ouvert l'application Trackdechets et des vérifications de dossiers ont été réalisées par sondage. À cet égard, l'exploitant a produit tous les bordereaux de suivi de déchets des véhicules contrôlés via l'application Trackdechets visés par les différents intervenants.</p> <p>Les bons de prise en charge des véhicules pour destruction au broyeur ont aussi été présentés.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière à émettre sur ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport d'audit Centre VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 15
Thème : Situation administrative, Audit du centre VHU
<p>Prescription contrôlée : 13°: L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.</p> <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a été destinataire du rapport d'audit du centre VHU de SAS Marcel DURET réalisé 4 septembre 2025. Ce dernier relève 9 non-conformités aux dispositions du cahier des charges. Les écarts suivants ont été plus particulièrement examinés :</p> <p>1°) les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés</p>

ou neutralisés.

Afin d'éviter toute mise en danger de son personnel en cas de manipulation de ces éléments dangereux, l'exploitant ne retire pas ces composants. Il nous a précisé que ces éléments étaient toutefois neutralisés lorsque la batterie de démarrage du véhicule est retirée.

2°) les filtres et condensateurs contenant des PCB et PCT sont retirés suivant les informations fournies par le constructeur automobile...

L'exploitant admet ne pas avoir de connexion à l'application Système International d'Information sur le Démontage (IDIS). Il devra s'inscrire et consulter régulièrement ce site.

3°) les composants recensés comme contenant du mercure doivent être retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles...

Cela rejoint les remarques susmentionnées au point 2.

4°) aucun composant volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.) n'est retiré des véhicules. La réglementation prévoit cette possibilité si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux. Selon l'exploitant la séparation des matières est bien réalisée sur le site du broyeur. Toutefois aucun justificatif n'a été présenté. Il s'engage à demander une attestation auprès du broyeur en ce sens.

5°) les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, doivent être récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur – déshuileur ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci.

La collecte des eaux des surfaces dédiées à l'activité de traitement des VHU n'est pas dissociée de celle du reste des installations du site susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux de pluie. Aussi, les conditions de rejet sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le réseau de collecte des eaux pluviales du site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et l'exploitant fait réaliser des analyses de ses rejets. Toutefois lors du dernier audit il n'a pas été en mesure de fournir la dernière analyse de ces effluents. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le justificatif de l'entretien et du curage du séparateur d'hydrocarbures, réalisés le 30 mai 2025, ainsi que les résultats de l'analyse des eaux pluviales prélevées le 29 juillet 2025.

Ce rapport d'analyse montre une concentration en hydrocarbures totaux de 18 mg/l pour une limite réglementaire de 10 mg/l fixée à l'article 2.3.1.3 de du 14 décembre 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : lever les non-conformités signalées par le rapport d'audit du centre VHU du 4 septembre 2025, en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- attester auprès de l'auditeur de la neutralisation des airbags et prétensionneurs,
- se connecter régulièrement à l'application intitulée Système International d'Information sur le Démontage (IDIS) afin d'identifier d'éventuels éléments contenant des substances dangereuses à retirer des véhicules (Condensateur PCB, mercure...),
- justifier que les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.) sont séparés des véhicules par le broyeur agréé qui les traite,
- identifier la cause du dépassement de la limite réglementaire en hydrocarbures totaux lors de l'analyse du prélèvement d'effluent pluvial du 29 juillet 2025, et préciser les dispositions correctives prises afin que cette situation ne se reproduise plus,
- transmettre une nouvelle analyse des rejets des eaux pluviales.

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois